



Réseau pour l'échange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques

**Rapport
destiné à la deuxième réunion du Comité préparatoire pour l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques**

Présenté par le Noyau central de coordination du Réseau INFOCAP

Échange d'informations à niveau international, élément primordial de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques.

La première réunion du Comité préparatoire pour l'élaboration d'une approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques a estimé que l'échange d'informations constituait un instrument primordial du renforcement des capacités et d'une coordination et coopération internationales accrues. Le rôle que joue le Réseau INFOCAP en la matière a été tout particulièrement reconnu. L'Union Européenne a recommandé d'utiliser le Réseau pour créer une base de données propre à l'échange d'informations sur les activités en cours et prévues et le Réseau a été mis au nombre des éléments concrets nécessaires à l'agencement de cette approche stratégique.

Le Réseau est maintenant opérationnel. En application du mandat donné par les gouvernements et les organisations au Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (IFCS), le Réseau est un système volontaire et les pays et organisations se chargent d'y ajouter et d'y saisir leurs propres informations. De nombreux pays et organisations l'ont déjà fait.

Lors de la supervision de l'élaboration du Réseau, les initiateurs principaux du Réseau INFOCAP ont identifié un certain nombre de gageures propres aux mécanismes d'échange d'informations à l'échelon international. Au cours de ses délibérations sur le renforcement des capacités et l'échange d'informations, le Comité préparatoire de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques pourrait éventuellement tenir compte de l'expérience acquise et des leçons tirées de la conception du Réseau INFOCAP, et examiner plus particulièrement les points suivants:

- A quel titre les activités d'échange d'informations à l'échelon international, tant existantes que nouvelles, peuvent-elle être liées au Réseau et le compléter?

Que peut-on faire pour s'assurer que les pays et les organisations contribuent activement à un mécanisme d'échange d'informations au niveau international en matière de renforcement des capacités? La gestion d'un mécanisme de ce genre devrait-elle être facilitée par le biais de conventions et autres accords?

Pour de plus amples informations:

Veillez visiter www.infocap.info, ou contacter le Noyau central de coordination au: +41 22 791 3873/1334

Le rapport ci-après présente la genèse du Réseau INFOCAP, fournissant des informations générales en vue des délibérations de la deuxième réunion du Comité préparatoire.

Qu'est-ce que le Réseau INFOCAP?

Le Réseau INFOCAP est un réseau basé sur Internet et conçu pour faciliter l'échange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion des produits chimiques et permettre au public d'y accéder. Ce Réseau a été conçu pour consolider la coordination et la coopération entre les pays et les organisations qui prêtent assistance ou en sont les bénéficiaires dans le domaine de la gestion rationnelle des produits chimiques.

Le Réseau fait office de point d'accès aux informations relatives au renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques. Il permet aux usagers d'entrer et de trouver des informations concernant les descriptifs nationaux de gestion des produits chimiques, les priorités et les plans d'action des différents pays; les sources d'appui potentiel aux projets de gestion des produits chimiques; les projets de gestion des produits chimiques passés, en cours et prévus; les documents d'orientation et de formation en matière de gestion des produits chimiques ainsi que des contacts-clé dans le domaine de la sécurité chimique.

Le Réseau constitue un mécanisme d'échange unique en son genre car il permet aux usagers de chercher l'information par pays, en examinant toute une série de documents (c'est-à-dire depuis les descriptifs nationaux jusqu'aux documents de formation), et en fonction de catégories bien spécifiques (l'évaluation des dangers et des risques, par exemple) et selon certains mots-clé (les produits chimiques périmés par exemple). Le Réseau fournit des informations sommaires sur toute une gamme d'activités de renforcement des capacités et fait office de point d'entrée et de répertoire pour de plus amples informations.

Genèse et mandat du Réseau

On a commencé à discuter de la nécessité d'une approche coordonnée pour l'échange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion des produits chimiques en 1996. Un rapport du PNUE émanant de la première session du Groupe intergouvernemental d'experts chargé de recommander de plus amples mesures visant à réduire les risques que présente un nombre limité de produits chimiques dangereux (UNEP/PIC/EC/1/3 juillet 1996), recommandait que le Conseil d'administration du PNUE "appelle l'IFCS à identifier les besoins des pays en matière de renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques et recommande de fournir un mécanisme propre à encourager les partenariats entre les pays donateurs d'assistance technique et les pays bénéficiaires et à aider à la coordination de ces activités". A sa dix-neuvième session (1997), le Conseil d'administration du PNUE a invité les gouvernements, les organisations intergouvernementales et l'IFCS à examiner les recommandations de renforcement des capacités figurant au rapport du Groupe d'experts et à envisager de prendre des mesures pour les appliquer.

L'élaboration d'un réseau d'échange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques a reçu l'appui de la troisième réunion intersessions du Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (IFCS) en 1998. Lors de sa troisième session qui s'est tenue en octobre 2000 au Brésil, l'IFCS a officiellement approuvé l'élaboration du Réseau.; cet appui au Réseau a été réitéré en novembre 2003 au Forum IV de l'IFCS à Bangkok en Thaïlande. L'IFCS prête son appui au Réseau et l'encadre. Le Réseau suit les principes généraux de coopération de l'IFCS, à savoir impliquer les gouvernements, les organisations internationales et les organisations non gouvernementales et forger des partenariats entre eux.

Supervision et élaboration du Réseau

Le Réseau a été agencé par plusieurs initiateurs principaux ainsi que par un Groupe d'orientation et de consultation qui se chargent actuellement de le superviser.

Les initiateurs principaux du Réseau sont: Le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique (IFCS); la Commission Européenne et le Bureau Européen des substances chimiques (CE/BESC); l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR); et l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (partenaire collaborateur). Le Secrétariat de l'IFCS fait actuellement office de Noyau central de coordination (NCC), en prêtant son appui à la bonne marche du Réseau et en gardant le contact avec les pays et organisations y participant.

Le Groupe d'orientation et de consultation est formé de représentants de huit gouvernements, de deux organisations non gouvernementales et de huit organisations intergouvernementales. Tant les initiateurs principaux que le Groupe d'orientation et de consultation assument la responsabilité de l'élaboration du Réseau et de sa bonne marche, et de mieux le faire connaître.

Les organisations et les pays participant au Réseau sont priés de désigner des points de contact, de coordonner les apports réguliers d'informations au Réseau et de s'assurer que les renseignements affichés soient pertinents et complets. Les points de contact s'impliquent également dans les activités destinées à mieux le faire connaître.

La Commission Européenne a appuyé de façon résolue la mise en route du Réseau. Elle finance actuellement une initiative de formation au Réseau et de sensibilisation accrue à son endroit sur une période de trois ans (2004-2007) destinée aux pays en voie de développement et aux organisations non gouvernementales; cette initiative contribuera fortement au succès de la mise en oeuvre du Réseau.

Reconnaissance internationale du Réseau.

L'un des objectifs essentiels souligné dans le mandat déclare que le Réseau a été conçu afin de: "...donner un cadre général garantissant des liens entre les activités dans le domaine du renforcement des capacités aux niveaux mondial, régional et national, y compris celles organisées par les groupes régionaux de l'IFCS et dans le cadre des accords internationaux comme la Convention 170 de l'OIT, la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause, la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants et autres". A cet égard, outre la première réunion du Comité préparatoire de l'approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, le Réseau a été reconnu dans les réunions internationales et les décisions de conseils d'administration suivantes:

- *La décision 21/7 du Conseil d'administration du PNUE* priait le Directeur exécutif "... d'aider à élaborer un réseau d'échange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques";
- Le rapport final de la *sixième réunion de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle* qui s'est tenue à Genève du 9 au 13 décembre 2002 déclare que: "plusieurs représentants ont appelé l'attention sur un exposé qui avait été présenté à la Conférence donnée par le Réseau d'échange d'informations sur le développement des capacités aux fins de la gestion rationnelle des produits chimiques (INFOCAP), d'où il ressortait que l'INFOCAP pouvait jouer un rôle essentiel dans le développement des capacités pendant toute la durée de vie des produits, jusqu'à leur élimination finale".
- Le projet de rapport de la *septième réunion du Comité de Négociation Intergouvernemental sur les polluants organiques persistants* a attiré l'attention des participants sur la mise en route du Réseau et les a invités à utiliser le Réseau et à y faire des apports à intervalles réguliers (libellé définitif en attente).

- Le projet de rapport de la *neuvième réunion du Comité de Négociation Intergouvernemental sur les polluants organiques persistants* signale que "...le Réseau pour l'échange d'informations sur le renforcement des capacités de gestion rationnelle des produits chimiques (INFOCAP) pourrait fort bien prêter une assistance" liée à la mise en oeuvre technique des conventions chimiques (libellé définitif en attente).
- Le rapport final de la réunion du Partenariat GES du SMDD sur le système mondial harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques signale que lorsqu'il concevra le site web du GHS, "l'UNITAR fera en sorte que ses efforts soient totalement complémentaires à ceux du Réseau INFOCAP."
- Le Comité de Négociation Intergouvernemental (INC) pour la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable donné en connaissance de cause a pris note du Réseau. A la neuvième réunion de l'INC qui s'est tenue en octobre 2002, il a été constaté que le Réseau pouvait fort bien prêter une assistance technique dans certaines domaines de la Convention. A la dixième réunion de l'INC qui s'est tenue en novembre 2003, il a été recommandé que le centre d'échange d'informations de la Convention de Rotterdam entre en contact avec le Réseau afin d'éviter le double emploi de leurs efforts. La décision INC-10/7 sur l'approche stratégique de l'assistance technique adoptée par l'INC lors de sa dixième session invite les pays à identifier leurs besoins en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique, et invite également les donateurs à informer les pays en voie de développement de leurs activités par l'entremise du Réseau INFOCAP établi dans le cadre de l'IFCS.

Degré de développement technique du Réseau et apports

Leçons apprises et défis à relever

La phase pilote du site web du Réseau a été lancée en juillet 2003. Il y a déjà eu un nombre considérable d'apports dans les différents domaines du Réseau. Plus de 85 points de contact ont été désignés et figurent maintenant au site web du Réseau.

On a récemment entrepris un examen informel du Réseau destiné à en évaluer provisoirement la phase pilote. Pour ce faire un questionnaire a été distribué aux membres du Groupe d'orientation et de consultation du Réseau, aux organisations de l'IOMC et à plusieurs pays sélectionnés où le Réseau a été lancé. On a également obtenu des informations en retour sur le Réseau lors d'entretiens non protocolaires avec des représentants du Secrétariat de l'IFCS, de l'OMS, de l'OIT, le Secrétariat de la Convention de Bâle, les Produits chimiques du PNUE et l'UNITAR. Bien que le taux de réponses au questionnaire écrit ait été plus faible que prévu, les résultats de cet examen global ont utilement éclairé notre lanterne, nous ont fourni toute une gamme de points de vue et nous ont relaté les expériences des usagers. Cet examen a permis de cerner quelques unes des gageures et des obstacles à l'utilisation du Réseau, à savoir:

- Sensibilisation: Les entretiens non protocolaires qui se sont déroulés lors de l'examen du Réseau signalent que, en dépit du fait que le Réseau ait été reconnu à toute une série de réunions intergouvernementales et en dépit des efforts du Groupe d'orientation et de consultation et des initiateurs principaux, certaines organisations connaissent encore peu le Réseau, son propos et la façon dont il fonctionne.
- Questions d'accès: Certains pays en voie de développement ont signalé qu'ils éprouaient certaines difficultés à accéder à INFOCAP car ils n'ont qu'un accès limité et parfois même nul aux ordinateurs branchés sur Internet. Certains pays ont avancé que la langue peut constituer un obstacle à son utilisation étant donné que le site web du Réseau n'est actuellement disponible qu'en anglais.
- Participation des organisations intergouvernementales: Les entretiens non protocolaires avec plusieurs organisations de l'IOMC ont indiqué, entre autres obstacles potentiels à son utilisation au sein des organisations des Nations Unies:
 - Le manque de personnel pour entrer les informations existantes sur le Réseau.
 - Levées de fonds se faisant concurrence pour les activités et programmes.

- La politique de certaines organisations qui ne fournissent des informations que sur leur propre site web.

Les résultats de cet examen renseigneront les initiateurs principaux et le Groupe d'orientation et de consultation sur d'éventuelles améliorations à apporter au Réseau et sur l'optique de mise en oeuvre.

Prochaines étapes

La phase pilote du Réseau se poursuivra jusqu'à la réunion du Forum V de l'IFCS qui se tiendra en septembre 2006 à Budapest, Hongrie. Forum V fera des propositions sur la prochaine étape de l'opération, y compris la sélection d'une organisation ou d'une institution d'accueil permanente pour le Réseau. Au long terme, il faudra lui trouver une base de support durable. Lors des prochaines étapes, on envisagera la mise au point des versions françaises et espagnoles du site web.